

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 124 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2805 - Prix : 1€

*Éditorial de
Nathalie Arthaud*

**Inflation, crise,
guerre... pour ne pas
être sacrifiés, prendre
nos affaires en mains**

**Accord à gauche :
nouvelle enseigne,
vieilles illusions**

Page 6

**Du Front à l'Union
populaire : au service
de la bourgeoisie**

Page 7

**Lutte ouvrière dans
les législatives : un
programme de lutte
pour le camp des
travailleurs**

Page 9

États-Unis

**Le droit à
l'avortement en sursis**

Page 11

Maurice

**Émeutes contre la vie
chère**

Pages 11 et 12



ÉDITORIAL

Inflation, crise, guerre... pour ne pas être sacrifiés, prendre nos affaires en mains

Il n'y aura pas d'état de grâce pour Macron. Il a été réélu par défaut, et malgré l'hostilité de nombreux travailleurs. Cela a été dit par nombre de commentateurs et cela s'est exprimé dans les cortèges du 1er mai.

Mais c'est d'autant plus vrai que la situation économique se dégrade brutalement sous l'impact de la guerre en Ukraine. Les prix continuent de flamber, de l'huile aux voitures en passant par l'énergie et les fruits et légumes.

Nombre d'entreprises chôment plusieurs jours par mois, faute d'approvisionnement. Des filières entières sont désorganisées et menacées de pénurie depuis que l'Ukraine et la Russie sont hors circuit. Et ce ne sont là que les signes les plus visibles de l'aggravation de la situation.

L'Allemagne, le poumon industriel de l'Europe, est fragilisée par sa dépendance au gaz russe. L'économie chinoise tourne au ralenti du fait de la pandémie. La spéculation s'est intensifiée sur toutes les matières premières. Des émeutes de la faim éclatent déjà dans les pays les plus pauvres. La crise climatique et la pollution se rappellent à nous quotidiennement...

Macron est condamné à gérer le chaos grandissant. Il le gèrera comme il a géré la pandémie : en fonction des intérêts de la grande bourgeoisie et des financiers. Il aidera le grand patronat à trouver de nouvelles sources de profits et usera de mesures autoritaires contre le monde du travail pour qu'il continue de souffrir en silence.

Les crises et les guerres sont des opportunités formidables d'enrichissement pour les capitalistes. Pour le monde du travail, elles sont toujours le prétexte à de nouveaux sacrifices : la précarité du travail et des salaires avec le chômage partiel ou le chômage total ; le recul de l'âge de la retraite ; l'effondrement du pouvoir d'achat.

La guerre permet déjà aux trusts pétroliers de nous faire les poches. Le géant qu'est TotalEnergies en est la preuve. Il possède une multitude de champs d'extraction de pétrole et de gaz répartis dans le monde entier. Sans que le coût d'extraction du pétrole augmente, il a multiplié par deux ou trois son prix de vente et a explosé ses bénéfices au premier trimestre 2022, avec 5 milliards de dollars de bénéfice net, malgré ses pertes en Russie !

Pour ne pas être sacrifiés sur l'autel des profiteurs de crise, les travailleurs doivent se préparer à se battre. À se battre non seulement contre les attaques que Macron organisera du haut de son pouvoir, mais aussi, contre les reculs que le grand patronat imposera dans les entreprises. Si individuellement nous n'avons pas la force de nous défendre, collectivement, on le peut. C'est une question d'organisation et de confiance dans la force du monde du travail.

Depuis la réélection de Macron, on entend dire du côté de Mélenchon et de Le Pen que « les jeux ne sont pas faits ». Tous les deux entretiennent l'idée qu'ils pourraient obtenir la majorité à l'Assemblée nationale et transformer Macron en potiche. Après avoir expliqué que la présidentielle était l'élection cruciale, ils nous disent aujourd'hui, que non, finalement, ce sont les législatives. Eh bien, non, aucune élection n'est « décisive » !

Ce qui sera décisif, c'est que les travailleurs renouent avec ce qui a toujours fait leur force : les grèves et les manifestations. Ce ne sont pas les députés qui vont protéger les travailleurs de la crise, de l'exploitation et de la rapacité patronale, ce sont les luttes des travailleurs !

Ces cinq dernières années, l'opposition qui a pesé sur la politique de Macron n'est pas venue de l'Assemblée nationale, mais des mobilisations, des ronds-points et de la rue. Elle est venue du mouvement des gilets jaunes et des salariés qui ont fait grève et manifesté contre la réforme des retraites. « Le peuple est souverain » dit-on : c'est vrai uniquement quand les travailleurs se battent.

Alors, il faut préparer une opposition ouvrière basée sur nos intérêts de classe, à l'opposé des démagogues d'extrême droite. Car Le Pen, avec le RN, dissimule les responsabilités du grand patronat en pointant du doigt les immigrés. Ce faisant, elle divise le monde ouvrier et l'affaiblit.

Contre Macron et l'extrême droite et face aux marchands d'illusions de la gauche, Lutte ouvrière présentera, aux législatives, des candidats dans toutes les circonscriptions, au nom du camp des travailleurs. Ils affirmeront la nécessité de renouer avec les luttes de la classe ouvrière et la perspective de renverser le système capitaliste, qui nous mène à la catastrophe.

Nathalie Arthaud

Retraites : il faudra les défendre

Dans les défilés du 1er mai, d'un bout à l'autre du pays, les mêmes slogans se sont fait entendre dénonçant la chute du pouvoir d'achat, le chômage, mais aussi l'attaque sur les retraites au programme de Macron.

De 62 ans aujourd'hui, l'âge de départ passerait à 64 ans vers 2027, puis à 65 ans, alors que ceux qui ont encore un travail sont souvent au bout du rouleau bien avant. Et, de toute façon, avec l'augmentation de la précarité et du chômage qui aura encore un emploi à 63, 64 ans ? Et quel sera alors le montant de la pension de retraite ? Même avec une carrière complète, les pensions sont

insuffisantes, souvent inférieures à 800 euros, voire beaucoup moins ?

Les travailleurs ont mille fois raison de voir cette réforme annoncée comme une provocation. Les retraites sont financées par eux-mêmes, par leurs cotisations, en sacrifiant durant des dizaines d'années une partie de leur salaire. Le droit à la retraite n'est en rien un cadeau, s'en prendre à ce droit est un vol pur et simple.

Comme il l'a lui-même expliqué, le projet de Macron est de réduire les dépenses consacrées aux retraites pour reverser des milliards à la bourgeoisie sous forme de subventions, de cadeaux ou commandes diverses.

Comme à chaque réforme des retraites, le pouvoir voudrait aider la bourgeoisie à faire les poches des travailleurs.

Face à cela, les dirigeants syndicaux se contentent de réclamer « une vraie discussion ». En réalité tous sont prêts à s'engouffrer dans la brèche de la concertation ouverte par Macron dans l'entre-deux tours.

Les travailleurs doivent se préparer à défendre leurs conditions d'existence, retraites, salaire, emplois, avec leurs propres armes de classe.

Inflation : vers de nouveaux records

En avril, d'après les statistiques officielles, les prix ont augmenté de 4,8 % sur un an. La hausse des produits alimentaires est particulièrement forte et les loyers devraient à leur tour augmenter. Or il s'agit des deux principaux postes de dépense des familles populaires.

Des chiffres définitifs ont aussi été publiés concernant l'augmentation du prix des céréales au mois de mars, sous l'effet de la spéculation provoquée par la guerre en Ukraine et les sanctions contre la Russie : leur prix augmente de 37 % en un seul mois et de 69 % sur un an. C'est aussi le cas pour l'huile, en hausse moyenne de 27 % en un mois, en particulier l'huile de tournesol (+43 %). Le problème ne se limite cependant pas aux céréales et à l'huile, puisque les prix agricoles ont augmenté en moyenne de 27 % entre mars 2021 et mars 2022.

L'inflation généralisée frappe le consommateur, mais peut aussi mettre en difficulté des petites et moyennes entreprises, coincées entre leurs fournisseurs et leurs donneurs

d'ordres. Les grands groupes sont bien plus en mesure de capter le gros des aides publiques et de répercuter leurs hausses de coûts sur les capitalistes moins puissants ou sur les consommateurs.

Ceux de l'alimentaire ne s'en sont pas privés : Heineken, Danone et Nestlé ont récemment fait savoir à leurs actionnaires que leurs dernières hausses des prix leur ont permis

d'augmenter leur chiffre d'affaires au premier trimestre 2022 et de maintenir voire dépasser les objectifs de rentabilité fixés l'an dernier.

Les travailleurs se serrent la ceinture et la famine menace pour que quelques grands groupes puissent tenir les promesses faites à leurs actionnaires.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 13 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 14 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 15 MAI de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 21 MAI de 8H30 à 10H00**

Smic : salaire trop minimum !

Avec l'augmentation de 30 euros intervenue le 1er mai, le smic passe à 1 302,64 euros net. En conséquence, les travailleurs dont le salaire était à peine supérieur au smic vont maintenant toucher le minimum légal.

Déjà l'an dernier, un salarié sur huit était payé au smic. Le salaire minimum fixé dans 85 % des conventions collectives des branches de plus de 5 000 salariés se retrouve maintenant à un niveau inférieur au smic. Cela concerne, par exemple, le secteur du nettoyage, la coiffure, la chimie, les banques, le textile. Dans la fonction publique, huit échelons de fonctionnaires de catégorie C et deux de catégorie B se retrouvent en-dessous du smic.

Alors que les prix flambent, les patrons refusent d'augmenter les salaires, certains se contentant d'ac-

order ponctuellement une prime par-ci, une augmentation individuelle par-là. L'augmentation du smic, elle,

se limite au minimum fixé par la loi, notoirement insuffisant aujourd'hui. Une limite qu'il faudra faire sauter !



Chèque alimentaire : les travailleurs ne font pas la manche



En cette période électorale, on parle du chèque alimentaire. Macron s'en est fait le promoteur pendant toute sa campagne présidentielle et a annoncé le 22 mars sur la radio France Bleu qu'il allait le mettre en place.

Le président en avait parlé pour la première fois déjà en décembre 2020 devant la Convention citoyenne pour le climat, mais bien que voté par l'Assemblée, ce chèque n'a toujours pas vu le jour. Macron prétend avec celui-ci « aider les ménages les plus modestes » face à la hausse des prix.

Le contour précis de ce fameux chèque serait en train d'être fixé. Il

pourrait concerner huit millions de bénéficiaires, et son montant pourrait se situer entre 30 et 60 euros par mois, sans que l'on sache pour combien de temps.

Ce chèque sera financé par l'État, c'est-à-dire par les impôts. Cela revient à donner d'une main aux travailleurs ce qu'on leur vole de l'autre. Mais ils ne demandent pas l'aumône, ils produisent tout et veulent pouvoir vivre correctement de leur travail, ce qui nécessite une augmentation conséquente des salaires et des retraites. Il faudra forcer les patrons à la payer.

Air Austral : des capitalistes pays tellement désintéressés...

Invités à venir au secours de la compagnie aérienne régionale Air Austral par la présidente du Conseil régional, Huguette Bello, les investisseurs « pays » ne se sont pas fait prier et ont répondu présents (Ravate, Goulamaly, Clinifutur, Caillé et cie).

À croire que les capitalistes pays

ne connaissent pas la crise et qu'ils ont accumulé tellement d'argent sur le dos des consommateurs pays et de leurs salariés qu'ils ont de l'argent à ne plus savoir qu'en faire...

Pas question pour eux d'augmenter avec cet argent les salaires de leurs salariés ou d'embaucher. Non, ce qui les intéresse, c'est de placer

leur argent là où cela peut leur rapporter. Dans des entreprises comme Air Austral par exemple, copieusement soutenues par l'État et la Région. Une garantie en quelque sorte que ce placement financier présente peu de risques et pourra leur assurer de copieux profits supplémentaires !

Pétrole, banques : les profits de la spéculation

La guerre en Ukraine a considérablement aggravé les pénuries et les hausses de prix dans de nombreux secteurs.

Cela ébranle toute l'économie mondiale, au point qu'en France la croissance au premier trimestre a été nulle. Mais les grands trusts qui viennent d'annoncer leurs résultats, notamment ceux des secteurs pétrolier et bancaire, s'en tirent à merveille.

Les cinq super-majors du pétrole, Exxon, Chevron, Shell, BP et TotalEnergies, devraient annoncer au total 34 milliards de dollars de bénéfices sur les seuls trois premiers mois de l'année. Ces profits exceptionnels sont directement liés à l'envolée des cours du pétrole et du gaz, alors que

des milliards de gens peinent à se chauffer ou à faire leur plein.

Quant aux problèmes que la guerre en Ukraine a posés aux groupes pétroliers, les gains obtenus grâce à la spéculation compensent largement les pertes. Le bénéfice net du groupe français, sur le seul premier trimestre, est de cinq milliards de dollars. C'est bien plus que ce qu'il avait engrangé l'an dernier sur la même période, alors que l'année 2021 avait déjà été excellente financièrement. Mais le patron de TotalEnergies a précisé que les résultats attendus pour le deuxième trimestre devraient être au moins aussi bons.

Les banques annoncent également des résultats flamboyants. La BNP, qui devra pourtant sans doute aban-

donner au moins une partie de ses activités bancaires en Russie, a calculé que son chiffre d'affaires atteint 13,2 milliards d'euros sur le premier trimestre. Cela représente une hausse de 28 % en comparaison de l'année passée, qui était aussi une très bonne année. La banque a expliqué qu'elle avait répondu à une très forte demande de la clientèle sur les marchés des changes et sur ceux des matières premières. Là encore, c'est la spéculation qui a généré ces bénéfices exceptionnels.

Pour ces trusts, la guerre et la crise elles-mêmes sont des sources de profits.

Frontex : au service d'une politique inhumaine

Mis en cause par une enquête portant notamment sur des refoulements illégaux de migrants et des actes de harcèlement, le directeur de l'agence européenne Frontex, chargée du contrôle des frontières de l'espace Schengen, a présenté sa démission jeudi 28 avril.

Depuis des années, l'Union européenne a des accords avec les autorités turques ou libyennes pour qu'elles tentent d'empêcher les migrants de venir en Europe. Mais une fois qu'ils sont arrivés sur le territoire européen, même illégalement, l'UE ne peut empêcher des migrants de demander l'asile.

Or des associations accusent

l'agence Frontex de ne pas respecter cette règle et de procéder à des refoulements illégaux. Ces pratiques constituent l'aboutissement de la politique de l'UE visant à renforcer les contrôles à ses frontières, avec l'objectif de refouler à tout prix les migrants. Le budget de Frontex est passé de 98 millions d'euros en 2014 à 544 millions en 2021, et devrait atteindre 900 millions d'euros en 2027, et les effectifs devraient atteindre plus de 10 000 agents à la même date. Cela signifie de plus en plus de drones, de barbelés, de canons sonores, de caméras, et de plus en plus de personnel chargé d'empêcher les migrants de pénétrer en Europe. Cela

ne peut pas non plus se faire sans violence. Des migrants ont témoigné de sévices : battus, menottés, aspergés de gaz lacrymogènes, dépouillés de leurs vêtements, certains sont morts de froid.

Tout en rendant ses frontières de plus en plus infranchissables pour les plus pauvres, l'Union européenne prétend respecter les droits humains. C'est une politique hypocrite, mais surtout criminelle, responsable en 2021 de 3 000 morts en Méditerranée, deux fois plus qu'en 2020. La démission d'un responsable ne la fera pas cesser, ni oublier.

Carlos Ghosn : à voleurs, voleur et demi

La France a lancé un mandat d'arrêt international contre Carlos Ghosn, l'ex-PDG de Renault-Nissan. La saga Carlos Ghosn continue donc. Après la justice japonaise, c'est la justice française qui pourrait le poursuivre pour abus de biens sociaux, blanchiment, corruption... Il aurait réussi à se faire reverser plus de 30 millions de dollars par un grand distributeur

du groupe Renault basé à Oman, au Moyen-Orient.

La justice lui reproche d'avoir escroqué les actionnaires de Renault. Mais cet argent, détourné frauduleusement ou obtenu légalement, fait surtout partie de la richesse extorquée à des centaines de milliers de travailleurs par les bas salaires, la précarité et les cadences de plus en

plus insupportables.

Le véritable scandale n'est pas tant que Ghosn ait volé quelques millions aux autres dirigeants de Renault ; c'est l'exploitation capitaliste qui, bien que tout à fait légale, est à bannir.

Avion de combat : Dassault a les crocs

Dassault et Airbus négocient depuis cinq ans le projet d'un nouvel avion de chasse qui prendrait la place du Rafale et serait financé par plusieurs États européens, dont l'Allemagne et la France. Mais l'avion a du plomb dans l'aile.

La guerre en Ukraine a pourtant fait bondir les budgets d'armement. Et le chancelier Olaf Scholz a annoncé le 24 février un fonds de 100 milliards d'euros pour renforcer et moderniser l'armée allemande. Cela a fait saliver tous les marchands d'armes, Dassault compris.

Dassault pouvait espérer qu'une partie de la somme irait financer le projet de ce nouvel avion de chasse, voire que l'Allemagne lui achèterait des Rafale. Mais ce faux espoir n'a pas duré longtemps. Quelques jours plus tard, le gouvernement allemand a lancé une commande d'une trentaine d'avions de chasse... F35 américains, les seuls qualifiés par les américains pour transporter leurs bombes nucléaires.

En clair, pour participer à la mis-



sion nucléaire de l'OTAN, les États membres doivent avoir une flotte composée de ces avions. La France et ses Rafale, qui peuvent transporter des bombes nucléaires françaises, ne participent donc pas à la mission nucléaire de l'OTAN. Le système imposé par les États-Unis empêche ainsi Dassault d'avoir accès au marché européen des avions de chasse.

À cela s'ajoute la rivalité

commerciale entre Dassault et la filiale d'Airbus qui fabrique les avions Eurofighters et qui est le concurrent allemand du constructeur français. Alors Dassault se lamente et les généraux français aussi. Mais ils savent que, quoi qu'il arrive, l'État français sera là pour les consoler et financer tous leurs projets d'engins de guerre et les profits qui vont avec, payés par la population.

Accord à gauche : nouvelle enseigne, vieilles illusions

Jean-Luc Mélenchon et La France insoumise ont rassemblé derrière eux, en vue des élections législatives de juin, le Parti socialiste, le Parti communiste français, et Europe écologie Les verts (EELV).

Bien sûr, les négociateurs qui s'usent nuit et jour à fabriquer un accord et les bonimenteurs chargés de le vendre aux électeurs évoquent des enjeux idéologiques. Mais enfin, en coulisse, la principale pierre d'achoppement a été le partage des circonscriptions électorales.

Ces marchandages politiques s'accompagnent d'une opération politique dont l'enjeu pour les travailleurs et les classes populaires n'est pas sans conséquences : à nouveau tous les tenants de la gauche, jusqu'à une gauche dite radicale, martèlent à l'unisson que le bulletin de vote peut être un bouclier pour les travailleurs. Les partis qui, de

l'Union de la gauche de Mitterrand à la Gauche plurielle de Jospin ou, plus près de nous, à la gauche de Hollande, ont utilisé les suffrages des classes populaires pour servir la bourgeoisie et le patronat, sont présentés comme des amis des travailleurs. Dans le passé, le résultat a

toujours été de les anesthésier et de les démoraliser.

« Mélenchon, Premier ministre », c'est-à-dire la cohabitation d'un gouvernement de gauche avec Macron, est la perspective annoncée par les signataires de l'accord. La croient-ils possible eux-mêmes ? En tout cas, ils voudraient le faire croire aux travailleurs pour faire le plein de voix au nom du vote utile. Une telle « alternative de gauche » ne servira qu'à étouffer la colère et les aspirations populaires dans les urnes en faisant miroiter un avenir meilleur par la vertu du bulletin de vote.

Pour se défendre et imposer leur droit à une vie digne, les travailleurs devront faire émerger de leurs rangs des militants de la lutte de classe et non des militants de la lutte pour les places au Parlement ou dans les salons ministériels.



Qu'importe le programme pourvu qu'on ait le siège

Le programme de la nouvelle Union populaire est tellement flou et indigent, qu'une victoire, même improbable, n'aurait pas beaucoup de promesses à trahir.

Concernant le volet social, il précise : « *Nous défendons notamment la hausse du smic à 1 400 euros, le retour à la retraite à 60 ans pour toutes et tous, la garantie d'autonomie pour les jeunes, le blocage des prix sur les produits de première nécessité et l'éradication de la pauvreté.* »

La retraite à 60 ans figure donc dans ce socle, mais sans mention de la durée de cotisation exigée. Or, depuis 2014, c'est justement la socialiste Marisol Touraine, ministre de Hollande, qui a imposé l'allongement de la durée de cotisation, à raison

d'un trimestre tous les trois ans jusqu'en 2035, pour atteindre 43 ans ! Faudra-t-il avoir travaillé sans interruption depuis l'âge de 17 ans pour avoir droit à cette retraite à 60 ans ?

Que des représentants du PS ou des Verts se rallient à la retraite à 60 ans que Jadot et Hidalgo ont encore combattue à la présidentielle montre bien que ces promesses valent moins que le papier sur lequel elles ont été rédigées.

La hausse du smic net à 1 400 euros, qui figurait déjà dans le programme de Mélenchon, n'est guère plus ambitieuse alors que la hausse des prix annuelle est des plus importantes. Et surtout, qui oserait défendre qu'un travailleur, actif, chômeur ou retraité, peut aujourd'hui vivre dignement avec moins de 2 000

euros ?

Quant au prétendu « *blocage des prix de première nécessité* », il est une diversion, en partie déjà utilisée par le gouvernement, pour ne pas parler de la nécessaire augmentation des salaires, dans le public comme dans le privé et de leur indexation sur les prix.

Tout le reste n'est que phrases creuses, comme l'éradication de la pauvreté, la planification écologique, etc., car nulle part il n'est question de s'en prendre à la dictature des grands trusts sur la vie économique, ni même à leurs profits insensés.

Autant dire que si certains politiciens parviennent à être députés, leurs électeurs, eux, ont la garantie d'être une nouvelle fois dépités.

Du Front à l'Union populaire : au service de la bourgeoisie

Depuis plusieurs mois déjà, les responsables de LFI qui ont appelé leur mouvement Union populaire font référence à la période du Front populaire de 1936.

fin. Ces partis s'appuyaient sur le désir d'unité face au danger fasciste, tout en mettant en avant un programme des plus modérés, compatible avec le capitalisme.

accords de Matignon n'arrêtèrent cependant pas les grèves. Du 8 au 12 juin, elles contraignirent le gouvernement à voter les congés payés et les 40 heures. Et il fallut que les dirigeants ouvriers pèsent de tout leur poids auprès des travailleurs pour faire arrêter le mouvement. Thorez, le dirigeant du PC, s'illustra en déclarant le 11 juin : « *Il faut savoir terminer une grève* » et « *Tout n'est pas possible.* »

Ce que le gouvernement et le patronat avaient dû céder était peu au regard des possibilités que recelait cette grève générale. Les grèves ne se limitaient pas à des revendications économiques, elles exprimaient la volonté de toute la classe ouvrière d'empiéter sur le pouvoir même de la bourgeoisie. Mais il ne se trouva aucun parti pour lui donner des objectifs politiques à la hauteur de ses possibilités.

La Chambre de Front populaire est la même qui fit tirer sur les travailleurs en 1937. Après l'avoir sauvée de la révolution sociale, elle lui préparait ainsi l'entrée dans la guerre et termina son mandat en votant les pleins pouvoirs à Pétain.



Gouvernement du Front Populaire - juin 1936

Pour qui veut savoir, l'histoire du Front populaire est instructive, mais ne démontre pas ce que les dirigeants de LFI voudraient lui faire dire. C'est après la manifestation des ligues fascistes, le 6 février 1934, que le PCF et la SFIO conclurent cette alliance électorale avec le Parti radical, le parti de la petite bourgeoisie en pleine déconfiture, embourbé dans des scandales sans

La victoire électorale du 3 mai 1936 n'était pas de nature à déclencher la panique dans la bourgeoisie, mais la grève générale qui se développa ensuite le fit. Les ouvriers occupèrent les usines. Le 8 juin, les représentants patronaux et syndicaux réunis en urgence avec le tout nouveau gouvernement de Front populaire durent céder sur des droits pour les ouvriers et les salaires. Ces

Les cohabitations d'hier et celle que certains nous préparent pour demain...

Fin avril est mort Bernard Pons, ancien secrétaire général du RPR, le parti gaulliste, ancêtre de LR. Il fut plusieurs fois ministre sous la présidence de Chirac, puis sous celle de Mitterrand.

Son nom est lié à la loi de défiscalisation dont il est l'initiateur et qui a permis aux détenteurs de capitaux d'échapper largement à l'impôt en investissant dans l'immobilier dans les DOM. Ce dispositif a eu pour conséquence néfaste la spéculation immobilière et l'envolée du prix du logement dans les Outre-mer.

En 1986, il participa, sous la présidence de Mitterrand, à un gouvernement de cohabitation mis en place suite à une victoire de la droite aux élections législatives et dirigé par Chirac. C'est en tant que ministre des DOM-TOM qu'il prit la décision de lancer l'assaut contre un groupe de militants indépendantistes kanaks détendant des militaires en otage à Ouvéa. 19 Kanaks et 2 militaires y laissèrent la vie.

Ceux qui aujourd'hui, comme Mélenchon, prétendent changer la vie des opprimés et des travailleurs par

les urnes, sans remettre en cause le pouvoir des capitalistes et en ne mettant pas hors d'état de nuire les forces de répression à leur service, dans le cadre d'une nouvelle cohabitation avec la droite, trompent les classes populaires et les condamnent à de lourdes défaites.

Comme Mitterrand en 1986, ils gouverneront au service des riches et continueront à se porter garants de leurs intérêts partout dans le monde, y compris en utilisant la répression sanglante contre ceux qui oseront se rebeller contre le système.

Un « socialiste » bien respectueux du système

La mort de Jean-Claude Frueteau, ex-secrétaire du parti socialiste de La Réunion de 1981 à 2000, et ancien maire de Saint-Benoît pendant 28 ans, a donné lieu à des hommages rendus par des politiciens de tous bords.

Mais les travailleurs qui ont dû mener des luttes à Saint-Benoît en ont-ils un aussi bon souvenir ?

Que ce soient les grévistes de la cuisine centrale (exploitée alors par la Sogecir) qui ont été vendus à un exploitateur de Sainte-Marie en janvier

2018, les acquis de leurs luttes réduits à néant du jour au lendemain, leurs représentants syndicaux licenciés sans indemnités ? Que ce soient les travailleurs de la sécurité du GHER en grève mars et avril 2014 pour être respectés et qui avaient sollicité son soutien, en vain ? Ou les salariées de la clinique de la Paix idem, en grève en décembre 2016 et janvier 2017 pour leurs salaires pendant 5 semaines contre un des plus riches capitalistes de la place ?

L'édile « socialiste » leur tournait le dos, préférant sans doute la compagnie des politiciens bourgeois et des bourgeois eux-mêmes.



Les résultats de l'élection présidentielle

La candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle Nathalie Arthaud a obtenu à La Réunion 3538 voix soit 1,02 % des suffrages exprimés.

Les électeurs, les travailleuses et travailleurs qui ont choisi le vote Lutte ouvrière ont permis au courant communiste révolutionnaire de

continuer à affirmer sa présence sur le plan politique. Un courant qui combat l'illusion du changement par les urnes, mais mise tout sur la capacité de la classe ouvrière à se défendre elle-même face aux attaques des capitalistes et de leur gouvernement, et à prendre elle-même demain la direction de la so-

ciété.

Aux élections législatives, Lutte ouvrière présentera des candidat(e)s dans les 7 circonscriptions de La Réunion pour permettre à celles et ceux qui ont voté pour nos perspectives politiques puissent refaire le même geste à cette occasion.

Lutte ouvrière dans les législatives : un programme de lutte pour le camp des travailleurs

La réélection de Macron est ressentie comme une gifle par une grande partie de la population qui voudrait bien en finir avec sa politique.

Les partis de gauche cherchent à se servir de ce sentiment pour agiter le fantasme d'un sauveur suprême en la personne de Mélenchon, qui s'imposerait comme Premier ministre collaborant avec Macron. Il y a une contradiction entre cette illusion dans une issue électorale et le fait de se préparer à combattre les attaques qui viseront les travailleurs et les pauvres. Pour se battre il faut avoir les idées claires sur le combat à mener.

Lors des élections législatives, les candidats de Lutte ouvrière vont continuer à faire entendre le camp des travailleurs comme Nathalie Arthaud l'a fait lors de la présidentielle. Ils vont affirmer que le monde du travail, les infirmières, les caissières,

les éboueurs, les ouvriers, les employés, fait tout tourner dans la société ; et que pour imposer des mesures qui correspondent à leurs intérêts, ils doivent se défendre et non attendre leur salut d'un gouvernement ou de députés, fussent-ils de gauche. Jamais rien n'est venu d'en haut pour la classe ouvrière. Et pour cause : les vrais dirigeants de la société, les maîtres de l'économie sont les capitalistes, les possesseurs des banques, des usines, des entreprises. Ce sont eux qui décident des prix, des salaires, des emplois. En cela, ils décident de la vie de l'ensemble du monde du travail sans qu'aucun politicien n'y puisse rien. Ceux qui acceptent de gouverner dans le cadre de ce système savent qu'ils ne peuvent le faire qu'en gestionnaires des affaires des capitalistes, donc en s'asseyant sur une grande partie de leur programme électoral. C'est pourquoi ceux qui se satisfont de

vagues promesses de mesures gouvernementales contre les inégalités sociales, n'ont jamais été récompensés que par de grandes déceptions.

Il faut donc affirmer clairement que le sort de la classe ouvrière se joue sur le terrain de l'affrontement entre les intérêts des capitalistes et ceux de l'ensemble du monde du travail.

Les travailleurs conscients de la nécessité de préparer les luttes de demain peuvent l'exprimer en votant pour les candidats communistes révolutionnaires. Les résultats électoraux de Nathalie Arthaud et de Lutte ouvrière montrent que ce courant est minoritaire. Mais cela ne diminue en rien la nécessité de défendre cette perspective de lutte, d'affirmer haut et fort une conscience ouvrière et de dire qu'elle ne doit pas se noyer dans le marais aux illusions.

Sainte-Marie : des locataires poussés à bout

Exaspérés par la dégradation irrémédiable de leurs immeubles construits il y a seulement 7 ans !), les locataires de la cité Flacourt de Sainte-Marie ont manifesté devant le siège de la SIDR pour exiger un relogement immédiat.

La direction de la SIDR a préféré rester enfermée dans ses bureaux plutôt que d'affronter la colère de ces familles qui vivent un enfer depuis des mois avec des logements fissurés, étayés pour empêcher qu'ils ne s'écroulent, des fuites d'eau partout générant moisissures et maladies pulmonaires.

Les habitants de ce groupe d'immeubles ne sont malheureusement pas les seuls dans ce cas. Partout dans l'île, les logements sociaux présentant malfaçons et manquements graves aux normes de sécurité sont légion.

Le dernier exemple dramatique étant celui de l'incendie qui a détruit en décembre 2021 92 logements dans

le groupe d'immeubles Marina du quartier Montgaillard à Saint-Denis, qui a privé d'abri trois cents personnes et a coûté la vie à une mère de familles et cinq enfants.

Les pauvres, les travailleurs, vu leurs moyens financiers limités, n'ont pas la possibilité de se loger dans des logements luxueux. Ils attendent souvent des années avant de se voir attribuer un logement social. Les logements sociaux sont construits en nombre insuffisant. On compte aujourd'hui 30 000 demandeurs de logements à La Réunion. Et comble du mépris de la bourgeoisie pour les classes pauvres, ces logements sociaux sont réalisés en économisant sur la qualité des matériaux employés pour les construire. Il ne faut pas attendre plus de quelques années pour les voir se dégrader. Leur entretien pâtit aussi du manque de personnel pour les entretenir. Un personnel mal payé, maltraité par les patrons vautours de la sous-traitance.

Alors les locataires de Flacourt ont entièrement raison de se révolter et d'exiger d'être relogés dans des logements décentes. Mais pour mettre fin à la pénurie de logements et à leur mauvaise qualité, la classe ouvrière devra prendre une mesure beaucoup plus radicale : celle de retirer la gestion de la société des mains des capitalistes !



Lesclavaz la pa fini La Rényon !

Mercredi 4 mai, s'est tenue une conférence de presse dans les locaux de la CGTR de Saint-Benoît pour dénoncer la maltraitance physique et mentale dont a été victime pendant plusieurs années un ouvrier agricole travaillant dans un élevage de porcs (5000 annuellement) et de truies (250), la Société Civile Agricole de la Paix (SCAP) sise à Bras-Panon et appartenant au capitaliste Daniel Moreau.

L'ouvrier, déjà copieusement insulté, humilié et même battu par son responsable, s'est fait gravement agresser physiquement par celui-ci le 14 mars dernier alors qu'il s'occupait à soigner les animaux de la por-

cherie.

Frappé à coup de barre à frappe qui sert à marquer les animaux partant à l'abattage, il a été blessé à la main en voulant se protéger le visage et portera à jamais la marque indélébile de cette agression sur sa peau.

Bien que particulièrement choqué, il est allé dénoncer les faits auprès de son employeur qui n'a rien trouvé de mieux que de lui proposer... une rupture conventionnelle !

Il a été rappelé qu'en un an, une douzaine de travailleurs ont ainsi fui cet élevage tant les conditions de travail y sont insupportables : travail payé au Smic, travail sept jours sur sept, nombreuses heures supplémen-

taires, agressions verbales et physiques.

Ce travailleur a tenu à dire que si il avait enduré ces souffrances pendant plusieurs années, c'est parce qu'il ne disposait que de son salaire pour faire vivre sa famille et n'avait pas les moyens de faire autrement, mais que cette fois-ci les limites du supportable avaient été dépassées et qu'il voulait témoigner non seulement pour dénoncer sa situation, mais pour que cela serve aussi aux autres ouvriers de l'établissement et que cela puisse contribuer au respect de leurs personnes et de leurs droits.

EDF

Il y a quelques semaines, un technicien travaillant à la réparation du réseau électrique aérien a fait un malaise alors qu'il se trouvait à plusieurs mètres du sol dans une nacelle. La direction l'avait fait travailler 30 heures sur deux jours. Elle s'est arrangé pour que cet accident de travail ne soit pas déclaré.

À EDF Réunion, les heures supplémentaires sont effectuées en pagaille, car la direction se refuse à embaucher le nombre d'agents nécessaires pour permettre les roulements et la prise des temps de repos en temps et en heures.

Non contente d'avoir obtenu des dérogations successives de la part de l'Inspection du Travail pour porter le

nombre maximum d'heures travaillées journalièrement à 11 heures, puis à 12 heures, elle n'hésite plus à présent à pousser le bouchon toujours

plus loin jusqu'à mettre la vie des agents en danger.

Une politique criminelle.



Albioma

Le rachat du principal producteur d'électricité dans l'île par le groupe financier américain KKR a été confirmé. KKR opérateur financier américain se targue d'avoir déjà investi 10 milliards d'euros en France et a déclaré vouloir « continuer à tra-

vailer en étroite collaboration avec les équipes d'Albioma et préserver les emplois ».

Les travailleurs des centrales thermiques du Gol et de Bois Rouge savent par expérience ce que valent les promesses patronales et qu'ils ne

pourront compter que sur leur capacité collective à faire front à cette nouvelle équipe d'exploiteurs s'ils veulent garder leurs acquis et se faire respecter !

LeO de Salazie

Dans cet élevage de poules pondeuses produisant quotidiennement des centaines de milliers d'oeufs, les travailleurs sont amenés à travailler dans des poulaillers vétustes et pollués par l'amiante.

Malgré un diagnostic positif à ce produit cancérigène, les travaux de sécurisation des installations se font

attendre depuis des mois.

Plus récemment un conducteur de camion, à qui le patron avait refusé un changement de poste bien que malade, a fait un malaise fatal lors d'une livraison. Travaillant seul, il est décédé sans qu'aucun secours n'ait pu lui être apporté pour le sauver. Sollicité par ses camarades de travail pour

verser à sa veuve une indemnité de rupture de travail au prorata des 27 années de travail effectuées par son mari dans l'entreprise, le patron a opposé un refus catégorique. Les livraisons continueront à se faire avec un autre exploité. Pas question de toucher à son magot !

DANS LE MONDE

ÉTATS-UNIS

Le droit à l'avortement en sursis

La Cour suprême des États-Unis est en train de préparer le renversement de la décision de 1973 qui avait fait de l'avortement un droit reconnu à l'échelle du pays.

Depuis longtemps déjà, les politiciens élus grâce à l'appui des courants réactionnaires et religieux leur donnent satisfaction en restreignant le plus possible le droit à l'avortement, et le mouvement s'accélère.

Si l'arrêt de 1973 était renversé, les lois les plus restrictives des États les plus réactionnaires, qui étaient jusqu'à présent suspendues, s'appliqueraient. L'avortement serait criminalisé sur une grande partie du territoire américain.

Si cela se produit, on peut être

sûr que Joe Biden et les démocrates au pouvoir à Washington émettront des protestations et plaindront les femmes ainsi privées du droit à maîtriser leur corps. Mais ils leur demanderont aussi de se soumettre aux lois, fussent-elles barbares. Au nom du droit des États à décider, la « démocratie » américaine a ainsi permis pendant soixante-dix ans que des millions de Noirs soient soumis à l'esclavage dans une douzaine d'États.

Il y a cinquante ans les femmes américaines n'ont pu faire valoir leur droit à l'avortement qu'en organisant un mouvement devant lequel l'État fédéral, déjà confronté à une contestation de la population noire et à un important mouvement contre la

guerre du Vietnam, a cédé. En 1973, la Cour suprême, composée de juges tout aussi réactionnaires qu'aujourd'hui, avait alors transcrit dans le droit ce rapport de force favorable aux femmes en rendant l'avortement légal à l'échelle du pays.

Dans la soirée du 2 mai, dès que la nouvelle du projet de la Cour suprême s'est répandue, des manifestants ont afflué spontanément devant son siège de Washington pour protester contre ce retour en arrière. Bien plus sûrement que les démocrates de la Maison Blanche et du Congrès, ce début de mobilisation montre la voie de la protection du droit des femmes.

MAURICE

Émeutes contre la vie chère

La guerre en Ukraine a eu des répercussions partout dans le monde. Pénuries de carburants, de blé, d'huile alimentaire accompagnées d'une spéculation effrénée sur les prix provoquant à son tour une aggravation des conditions de vie déjà très difficiles pour des centaines de millions de travailleurs partout dans le monde.

L'augmentation des prix alimentaires avait déjà provoqué des manifestations massives des Sri Lankais pour le blocage des prix, l'augmentation des salaires et la démission du gouvernement.

Fin avril, ce sont les habitants du quartier ouvrier de Camp Levieux de Rose Hill qui sont descendus en masse et spontanément dans la rue

pour crier leur colère contre les hausses de prix.

La seule réponse du gouvernement a été la répression. Un militant actif dans cette mobilisation a été embarqué au poste de police, mais devant la population ameutée, il a été libéré quelques temps après. Un jeune ouvrier du quartier a été aussi touché à la gorge par une balle d'un

Suite page 12

policier. Il risque de rester handicapé à vie.

Complaisant avec les affameurs du peuple le gouvernement mauricien est sans pitié pour les victimes du système capitaliste.

Pravind Jugnauth, le premier ministre, de retour à Maurice d'une réunion avec les dirigeants des pays

impérialistes européens, a apporté sa « totale solidarité à la police ». Il a déclaré que les protestations avaient été organisées par certains politiciens, ajoutant à l'endroit des manifestants : « *Mo swete ki sa bann dimounn-la realiz erer ki zot finn fer* ».

Eh bien, non, les manifestants de

Camp Levieux n'ont pas fait d'erreur. Ils ont refusé de plonger un peu plus dans la misère. Et tout ce qu'on peut leur souhaiter de mieux, c'est que leur mouvement s'étende et oblige Navind Jugnauth et les capitalistes de Maurice à augmenter les salaires et à bloquer les prix des produits de première nécessité !

MAURICE

La production d'électricité menacée par la spéculation capitaliste

Une des quatre entreprises privées mauricienne de production d'électricité, Terragen, a décidé de mettre à l'arrêt son usine au prétexte que le prix du charbon qu'elle utilise pour la faire fonctionner a été multiplié par quatre et que le prix auquel le Central Electricity Board (l'équivalent d'EDF à Maurice) lui rachète son courant ne couvre plus ses frais de production.

Terragen c'est 17 % de l'électricité produite dans l'île sœur. La direction du CEB a refusé d'augmenter son prix de rachat à Terragen en déclarant, à juste titre, que Terragen avait fait suffisamment de profits quand le prix du charbon était bas. Mais la situation risque de se compliquer si les trois autres producteurs privés d'électricité utilisant eux aussi le charbon comme carburant décident à leur tour de stopper leur production d'électricité.

Les partisans des énergies renouvelables font entendre leurs voix en expliquant qu'on n'en serait pas là si des mesures avaient été prises à temps pour parvenir à l'autonomie énergétique du pays en développant les énergies solaires, éoliennes et autres.

Mais la crise énergétique, comme la montée générale des prix, ne pourront être combattues par le recours aux seules ressources nationales. La fabrication des éoliennes et des panneaux photovoltaïques nécessite d'ailleurs l'utilisation de matières premières venant de l'étranger. Le problème est plus général : tant que l'économie sera dirigée par les capitalistes, elle sera orientée vers le profit, pas pour répondre aux besoins de l'humanité.

Ce n'est que dans une économie dirigée, contrôlée par les travailleurs

que disparaîtront les crises, les pénuries artificielles de produits, la spéculation et la vie chère.

Alors mettons toute notre énergie... à mettre à bas au plus vite le capitalisme !

Lutte de Classe n°224



Au sommaire

- > Macron réélu, Le Pen renforcée, les travailleurs devront se battre
- > Ukraine : une guerre russo-américaine et un tournant
- > Martinique, Guadeloupe : la question du statut
- > L'extrême gauche au miroir de l'élection présidentielle
- > Une correspondance entre le NPA et LO
- > Les Souvenirs d'August Bebel
- > La situation aux États-Unis en 2022

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282